
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 4 (1976)

DOI: 10.11588/fr.1976.0.48877

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

schen Staaten, sie übersahen das Gefühl der unmittelbaren militärischen Bedrohtheit durch den westlichen Nachbarn, – der deutschen öffentlichen Meinung verstellte die völlige »Fehleinschätzung der Stimmung der Bevölkerung der Gebiete und ihres Verhältnisses zum französischen Staat«⁷ und der hierzulande vorherrschende Begriff der Kulturnation den Blick für die Problematik der Annexion.

Abschließend wird man Kintz recht geben, der gegen das schon genannte Handbuch zur französischen Pressegeschichte von der lebendigen und meinungsbildenden Rolle jener Presseorgane der »frondeuse et batailleuse Alsace« (S. 129) spricht. Auch wenn sie hinsichtlich ihrer Auflagenstärke mit der rasanten Entwicklung der Pariser Presse nicht entfernt mithalten konnten, so zeigt doch erst ein Vergleich mit der deutschen Regionalpublizistik jener Zeit⁸ die fortschrittliche Seite, die das politische System des Zweiten Kaiserreichs durchaus auch besaß. Die Arbeit von Kintz stellt somit eine wesentliche Bereicherung der bisher vernachlässigten regionalen Pressegeschichte dar. Wenn sie noch manche Fragen offenläßt, so ist dies angesichts der Pionierleistung dieses Unternehmens weniger eine Kritik als eine Anregung für künftige Studien.

Christof DIPPER, Trier

Dieter LANGEWIESCHE, Liberalismus und Demokratie in Württemberg zwischen Revolution und Reichsgründung, Düsseldorf (Droste Verlag) 1974, 494 p. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, Band 52).

Dans leur immense entreprise de révision critique de l'histoire allemande, les historiens de la R. F. A. sont remontés successivement du nazisme à Weimar, puis aux origines de la première Guerre mondiale, donc à l'Empire wilhelmien, enfin aux bases de cet Empire telles qu'elles avaient été fondées par Bismarck et les classes dominantes de son époque. Il faut désormais remonter à la période de l'unification, qui est encore trop souvent présentée suivant les schémas de l'historiographie traditionnelle, comme une évolution linéaire et quasi-fatale vers les triomphes bismarckiens de 1866 et 1871: telle est la conviction que Dieter Langewiesche affirme dès le début de sa recherche. Il va donc innover sur deux points: remettre à leur juste place les tendances libérales et démocrates qui, si elles ont finalement échoué, n'en méritent pas pour autant de rester enfouies dans les marges de la grande histoire; et d'autre part dégager l'enracinement social de ces tendances, afin d'apprécier leurs forces et leurs faiblesses réelles. Le cadre choisi, ni trop ample ni trop étroit, est celui du Royaume de Wurtemberg entre la révolution de 1848 et la fondation de l'Empire en 1871.

Si l'on veut éviter un déterminisme simpliste, rien n'est plus délicat que d'articuler l'analyse des classes sociales avec l'étude de leurs expressions politiques. Or D. Langewiesche s'est rendu la tâche plus difficile encore en concentrant tous ses développe-

⁷ Lothar GALL, Das Problem Elsaß-Lothringen, in: Reichsgründung 1870/71. Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen, hrsg. von Theodor SCHIEDER und Ernst DEUERLEIN, Stuttgart 1970, S. 371.

⁸ Zusammenfassend Kurt KOSZYK, Geschichte der deutschen Presse, Band 2: Deutsche Presse im 19. Jahrhundert, Berlin 1966.

ments d'histoire économique dans les cinquante premières pages de sa première partie, comme pour se débarrasser d'un préalable. Certes il nous fournit des renseignements abondants et précis sur les vicissitudes de l'artisanat et de l'industrie entre 1820 et 1860; il distingue de façon convaincante les années difficiles, jusqu'à 1855, où les crises conjoncturelles se superposent à une structure archaïque de sous-emploi, et les années d'«industrialisation forcée» qui viennent ensuite transformer la société. Il montre également avec beaucoup de pertinence que la politique économique de l'Etat a satisfait les intérêts bourgeois, ce qui n'a pas manqué de freiner certaines revendications de politique intérieure, et enfin que les solidarités commerciales engendrées par le *Zollverein* se sont traduites par bien des incertitudes dans la résistance contre la Prusse. Mais l'impact de la croissance économique sur les comportements politiques s'arrête là. Car la coupure majeure de 1855 – le début de la prospérité – ne se retrouve pas dans l'histoire des partis: c'est seulement après 1859 que la bourgeoisie se repolitise, après une longue période d'assoupissement. Dira-t-on qu'il s'agit là d'un décalage classique entre le renversement de la conjoncture à moyen terme et le moment où les intéressés en prennent conscience? Ce n'est pas exactement l'explication que nous propose l'auteur: dans sa conclusion (p. 424), et en s'appuyant sur une citation de Hans ROSENBERG, il affirme que «seule l'expansion économique . . . a rendu possible la reprise . . . du mouvement pour la liberté politique et l'unité nationale». A partir du moment où les chronologies des deux domaines ne coïncident pas, ceci relève plutôt de la pétition de principe.

Le fond du décor étant ainsi planté, l'essentiel de l'ouvrage consiste en une étude sociologique des deux courants, libéral et démocrate, tantôt parallèles, tantôt confondus, tantôt cristallisés en deux partis rivaux. Les méthodes d'approche sont multiples, et permettent d'éclairer l'évolution politique du pays sans jamais tomber dans la narration. Il y a d'abord une observation minutieuse des mécanismes de fonctionnement interne: naissance, multiplication et disparition des sections locales lors des grandes vagues de politisation (1848–49, 1864–70); partage des compétences et des initiatives entre ces organismes de la base et les comités directeurs, entre ces derniers et les groupes parlementaires; opposition très nette surtout à la fin des années soixante, entre les libéraux du «Parti allemand» qui restent attachés à la formule du club de notables, et les démocrates du «Parti du peuple» qui, sans parvenir au véritable parti de masses, ne s'en donnent pas moins une organisation et des effectifs exceptionnels dans l'Allemagne du temps. Une deuxième méthode consiste à analyser le recrutement socio-professionnel des différents milieux politiquement actifs: députés au *Landtag*, dirigeants et militants de base des deux courants. On apprend ainsi, ce qui n'a rien d'inattendu mais méritait bien une confirmation statistique, qu'avant 48 la «bourgeoisie économique» laissait l'initiative de l'action politique à la «bourgeoisie cultivée» – traduisons dans le vocabulaire français: aux «capacités»; que dans les années révolutionnaires les libéraux étaient bourgeois pour les trois quarts et petits-bourgeois pour un quart seulement, alors que les démocrates se répartissaient presque également entre les deux milieux. Pour les années soixante au contraire, les chiffres apportent quelques surprises de taille: dans les groupes de base du *Nationalverein*, réputé comme le type du mouvement bourgeois, une forte participation des artisans; après la scission entre libéraux pro-prussiens et démocrates fédéralistes, une participation presque égale de

la »bourgeoisie économique«, et notamment des industriels, de part et d'autre. Désormais il sera impossible de prétendre, comme on l'a fait si souvent, que le mouvement »petit-allemand« était spécifiquement bourgeois et ses adversaires essentiellement petits-bourgeois: grâce aux calculs de D. Langewiesche une telle histoire sociale à coups d'épithètes simplistes est dépassée. Enfin – troisième méthode – la presse permet de dessiner l'image que chaque courant voulait donner de lui-même et de son adversaire. Nous avouons avoir éprouvé moins d'intérêt à la lecture de ces développements, très abondants et parfois répétitifs, même si le contraste entre les modèles et les portraits est à plusieurs reprises savoureux.

Finalement, ni les facteurs économiques ni les rapports sociaux n'ont exercé d'influence déterminante sur l'orientation et le succès ou l'échec de ces deux courants politiques. Tout au plus ont-ils accéléré certaines conversions ou freiné certains enthousiasmes. Prudemment l'auteur conclut que l'essentiel dans cette histoire des partis, ce fut leur polémique réciproque, qui les a paralysés face au dynamisme de la Prusse conduite par Bismarck: ainsi la bourgeoisie du Wurtemberg n'a pas pu insuffler de son esprit démocratique dans le nouvel Etat national. Sur le plan de l'histoire politique, ce bilan paraît raisonnable. Mais sur le plan de la méthode, on ne peut s'empêcher de regretter une telle disproportion entre l'ampleur des ambitions initiales et la minceur des conclusions. Collationner des statistiques socio-professionnelles, c'est un travail long et ingrat; s'il ne conduit, en dehors de quelques mises en garde salutaires contre les légendes, à aucune réinterprétation de l'histoire générale, de la »grande« histoire, le jeu en vaut-il la chandelle? En vérité, tant que les mutations structurelles de l'économie restent à l'arrière-plan, tant que l'analyse sociologique se borne à la recherche du recrutement des partis, il paraît impossible – sauf dans des cas exceptionnels de forces politiques qui seraient de purs partis de classe, ou bien de simples groupes d'intérêts – de découvrir l'articulation de la dynamique sociale et de la dynamique politique. Car ce n'est pas la situation matérielle de chaque groupe, ni même de chaque classe, qui détermine son idéologie. C'est sa position dans le champ de forces par lequel se définit la société tout entière. Or, dans l'ouvrage qui nous occupe, seule la partie médiane de la société wurtembergeoise est envisagée; la noblesse d'un côté, la petite paysannerie et les classes populaires urbaines de l'autre, n'apparaissent qu'épisodiquement, à titre d'alliés ou de repoussoirs, en un mot de fantômes. En outre les expressions politiques de l'ensemble de cette société – pétitions de masses, élections au suffrage universel – ne sont traitées que par allusion. Certes, c'est toujours une critique un peu vaine, que celle qui reproche à un historien de n'avoir pas élargi son sujet. Mais plutôt qu'une critique, c'est un vœu qu'exprime le lecteur parvenu au terme de ce bel ouvrage: après cette histoire sociale de deux partis, l'auteur nous doit une histoire sociale du Wurtemberg.

Pierre AYÇOBERRY, Paris